



## TARIFS D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE (TURPE 4)

Consultation publique de la CRE du 9 juillet 2013

### CONTRIBUTION DES FEDERATIONS D'ELD

Le 30 juillet 2013

Dans le cadre de la consultation publique lancée le 9 juillet dernier sur les quatrièmes tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité, les fédérations représentatives des ELD, qui regroupent 150 entreprises en charge de la distribution d'électricité sur le territoire national, se sont associées pour formaliser une contribution commune. Elles souhaitent soumettre aux Services de la CRE leurs réflexions, résultats d'analyses et remarques.

#### REMARQUES D'ORDRE GENERAL :

Les tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité étant élaborés à partir des comptes d'ERDF, les fédérations représentatives des ELD souhaitent sensibiliser la CRE sur la nécessité, dans le cadre d'un tarif nationalement péréqué, de **ne pas accentuer les écarts résultant des situations différentes entre les GRD** avec la mise en œuvre de TURPE 4.

Les ELD attirent l'attention de la CRE sur la **nécessité que le nouveau tarif couvre effectivement pour elles, et conformément à la loi, l'ensemble des coûts qu'elles supportent en tant que gestionnaires de réseaux de distribution.**

**Les ELD s'inquiètent de l'absence totale de visibilité sur le futur TURPE 4 distribution 5 mois avant sa mise en application.** Ce manque de visibilité ne leur permet pas de mesurer l'adéquation entre leurs ressources et leurs charges à couvrir pour l'exercice 2014 ainsi que pour les années à venir, et ne peut qu'être un frein complémentaire à une politique d'investissement.

Dans un contexte de transition énergétique, avec le développement d'énergies renouvelables et le besoin soutenu d'investissements pour le renforcement et le développement des réseaux plus « intelligents » au bénéfice de l'ensemble des utilisateurs, les ELD soulignent que **la rémunération des charges de capital par le tarif doit leur assurer une capacité effective à réaliser ces investissements.**

Les fédérations représentatives des ELD s'étonnent fortement et à plusieurs titres de la méthode alternative de rémunération des actifs :

- Cette méthode conduirait à une très forte baisse de la rémunération des investissements passés (3,2% contre 7,25% avec TURPE 3), au détriment d'un **niveau acceptable de rémunération et de nécessaires stabilité et visibilité** dans ce domaine ;
- De plus, cette méthode de rémunération des actifs serait fortement spécifique à l'élaboration de TURPE 4 Distribution, sans cohérence avec la méthode d'élaboration

de TURPE 4 Transport, ni avec celle des tarifs de distribution du gaz. Cela serait source de fragilité, alors que la **cohérence d'ensemble de la rémunération des actifs d'acheminement de l'énergie** nous semble incontournable ;

- Enfin, cette méthode étant directement dépendante de la structure de bilan d'ERDF, cela introduirait une nouvelle source d'écart entre les situations d'ERDF et celles des ELD dans la construction tarifaire.

Les ELD demandent que la **méthodologie d'élaboration du TURPE retenue soit stable, pérenne, et présente une continuité élevée avec la méthode TURPE 3**, car les changements de méthode qui privent les GRD d'une visibilité à long terme n'incitent pas à investir.

**Les ELD** ont conscience des difficultés occasionnées à la CRE par la décision du Conseil d'Etat, mais **déplorent la prolongation de la période tarifaire TURPE 3 durant une période de 5 mois, parallèlement à la mise en application du quatrième tarif d'utilisation du réseau de transport d'électricité à la date du 1<sup>er</sup> août 2013**. Les conséquences de l'asynchronisme qui en découle sont les suivantes :

- **Pincement de marge des GRD ELD** dans un contexte de besoin de financements croissant et aggravation de la situation financière des GRD les plus fragiles ;
- **Déséquilibre des modalités d'application de la compensation pour exploitation de liaisons à la même tension que le réseau public amont**, alors que la majorité des ELD dont les points de connexion sont raccordés en HTA au réseau ERDF en bénéficie.

Pour que l'équilibre économique des GRD ne soit pas dégradé, **les fédérations représentatives des ELD demandent que le niveau de TURPE 4 distribution couvre leurs charges à partir de 2014**, sans dégradation due à un changement de méthode, **et compense la perte de recette subie en 2013**.

Les fédérations représentatives des ELD demandent à ce que le **synchronisme « Evolution de TURPE distribution » / « Evolution de TURPE transport »** soit rétabli **le plus vite possible et au plus tard au 1<sup>er</sup> août 2014**. Elles demandent également que la mise en œuvre de **TURPE 4** soit **répercutée dans les tarifs réglementés de vente de l'électricité dès le 1<sup>er</sup> janvier 2014**.

Par ailleurs, les fédérations représentatives des ELD considèrent que **la nouvelle dégradation de l'équilibre « Part fixe / Part variable » en BT ≤ 36 kVA a pour effet d'aggraver l'insuffisance de couverture des charges fixes des GRD, et de générer une sensibilité accrue à une variation des transits sur le réseau d'un GRD**.

Elles réitèrent avec force les réserves non prises en compte qu'elles ont émises lors de leurs réponses aux précédentes consultations sur TURPE 4 (notamment celles des 6 mars 2012 et 7 juin 2012) sur l'évolution à la baisse des recettes fixes, alors que la part des charges fixes reste constante voire est en augmentation.

Elles souhaitent rappeler que **le terme "puissance" est l'élément dimensionnant d'un réseau de distribution**, et que **la baisse de la prime fixe donne un signal négatif aux utilisateurs** en ne les incitant pas à optimiser leurs appels de puissance.

**Cette baisse de la part fixe a par ailleurs une incidence directe et hors norme sur la collecte de CTA jusqu'en 2017, car elle réduit de moitié les effets de la hausse du taux relatif à la distribution d'électricité, récemment décidée par le Gouvernement, pour couvrir les charges des 5 prochains exercices.**

Les fédérations d'ELD se félicitent de la restriction faite sur la qualité d'utilisateur des GRD au périmètre strict des présentes règles tarifaires.

## REPONSES AUX QUESTIONS DE LA CRE :

Les ELD prennent note des réflexions et des questionnements de la CRE et souhaitent apporter des éléments de réponse à certaines d'entre elles.

*Question 1 : Partagez-vous l'analyse qui précède sur l'augmentation des besoins d'investissement ?*

Les fédérations représentatives des ELD partagent l'analyse de la CRE. Les besoins d'investissement des ELD sont de même nature que ceux d'ERDF et souvent plus élevés, compte tenu de leurs caractéristiques (situations particulières liées à leurs territoires et effet d'échelle). En particulier, il convient de noter de forts besoins recensés au titre du raccordement des productions à base d'EnR sur certaines zones de desserte d'ELD.

Les ELD souhaitent mettre en avant leurs **interrogations sur les modalités de financement du déploiement des dispositifs de comptage évolués**. A leur maille d'exploitation, les gains de productivité attendus paraissent sans rapport avec les coûts estimatifs d'investissement, d'exploitation et d'information des utilisateurs.

Compte tenu des enjeux économiques très importants relatifs à ce projet, il est indispensable que la CRE apporte un éclairage sur le dispositif envisagé de « *prime de rémunération* » mentionnées dans la précédente consultation, sur sa déclinaison possible pour les ELD et sur les mesures qu'elle prévoit pour couvrir les surcoûts liés aux territoires à faible densité, ceux-ci étant calculés par rapport aux coûts de référence de l'opérateur national.

*Question 12 : Pensez-vous que le calcul des capitaux propres régulés devrait inclure les immobilisations en cours ?*

**Le calcul des capitaux propres régulés ou la base d'actifs régulés doivent inclure les immobilisations en cours**, notamment en ce qui concerne les coûts engagés pour le raccordement des installations de production à base d'énergie renouvelable et les postes sources associés, ces investissements étant par nature très onéreux et nécessitant des délais significatifs de réalisation. L'anticipation apportée à la réalisation de tels investissements dans le cadre des S3RER est également un élément militant pour la prise en compte des immobilisations en cours.

*Question 13 : Etes-vous favorable à une couverture explicite ou implicite des dotations aux provisions pour renouvellement ?*

Dès lors que les contrats de concession ou de délégation de services publics intègrent l'obligation de constituer des provisions pour renouvellement, **il nous semble indispensable que le TURPE couvre ces provisions**, quelle que soit la méthode de rémunération des actifs retenue.

*Question 14 : Pensez-vous que le niveau de rémunération marginale des nouveaux investissements est satisfaisant ?*

Si le niveau de rémunération pour les nouveaux investissements semble satisfaisant, **il n'est pas normal que les anciens investissements voient leur taux de rémunération diminuer d'une année sur l'autre**. Les fédérations représentatives des ELD s'étonnent à ce titre de la très forte baisse de la rémunération des investissements passés figurant dans la méthode alternative (3,2% contre 7,25% avec TURPE3). Comme évoqué en remarques générales, les changements de méthode qui privent les GRD d'une visibilité à long terme n'incitent pas à investir. Par ailleurs, les GRD qui ont dû faire face à d'importants programmes d'investissements seraient également pénalisés par ce changement de méthode.

*Question 16 : Que pensez-vous des évolutions tarifaires proposées ?*

En termes de visibilité économique, le compte n'y est pas. A l'automne 2012, il était annoncé une évolution tarifaire pouvant être de + 8,7% au 1<sup>er</sup> août 2013. Depuis cette date est intervenu TURPE 3 bis (- 2,5%) avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2013, alors que TURPE 3 ter (+ 2,1%) entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> août 2013, soit une baisse nette de - 0,45%.

**Il est donc impératif, pour ne pas dégrader l'équilibre économique des GRD, que TURPE 4 distribution qui prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 intègre ces effets pour compenser la perte subie en 2013.**

A cet effet, et compte tenu de la resynchronisation et de l'augmentation des charges à couvrir par le tarif (+ 7,4% sur la période), **les ELD proposent une augmentation significative du niveau du TURPE au 1<sup>er</sup> janvier 2014, suivie d'une deuxième augmentation au 1<sup>er</sup> août 2014.**

Par ailleurs, les fédérations représentatives des ELD demandent que la mise en œuvre du **TURPE 4 permette de faire évoluer le fonds de péréquation de l'électricité (FPE)**, si la nécessité économique et comptable est avérée. Le montant de la charge couverte par le tarif à ce titre devrait donc pouvoir évoluer au cours de la future période tarifaire.

Dans la mesure où la CRE envisage de reconduire le compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) dans le futur dispositif tarifaire, les fédérations représentatives des **ELD souhaitent que le FPE soit inscrit dans la liste des postes de charges d'ERDF relevant de ce mécanisme de régularisation.**

*Question 17 : Etes-vous favorable à une synchronisation des mouvements tarifaires des tarifs de transport et de distribution d'électricité ?*

Les fédérations représentatives des ELD demandent à ce que cette **synchronisation** soit de nouveau **effective dès le 1<sup>er</sup> août 2014**, pour les raisons évoquées plus haut. Le lien fort existant entre certaines règles tarifaires, tel que le calcul de la compensation, milite pour retrouver rapidement ce synchronisme.

Dans l'optique de cette synchronisation, les fédérations représentatives des ELD s'interrogent sur l'opportunité de raccourcir la période d'application de T4 transport ou d'allonger celle de T4 distribution, mais les dates de fin d'application de TURPE 4 distribution et de TURPE 4 transport devront coïncider.

*Question 18 : Que pensez-vous des évolutions de grilles tarifaires proposées ?*

Il est **impossible de se prononcer sur ces évolutions car nous ne disposons ni des grilles tarifaires en HTA, ni des grilles pour les utilisateurs de réseau en BT de puissance supérieure à 36 kVA**. Dans ces conditions, nous ne pouvons en effet évaluer ni l'ensemble des recettes ni l'ensemble des versements amonts.

Néanmoins, la suppression de la version « MU ST » va générer une baisse de recette pour les GRD, que les clients concernés restent en version « ST » ou, dans une moindre mesure, s'ils optent pour une version « DT ».

Par ailleurs, la présence de producteurs sur les réseaux publics de distribution génère des contraintes d'exploitation spécifiques et nouvelles. A ce titre, **les ELD rappellent qu'elles sont défavorables à la modification du périmètre de facturation de la composante de comptage qui générerait une baisse de leurs recettes d'acheminement** (exclusion de la notion de « contrat d'accès » présente dans TURPE 3 pour l'établissement de la facturation de la composante de comptage, évoquée dans la consultation du 6 novembre 2012 ).

Enfin, du fait de l'obligation réglementaire de généralisation des comptages à courbes de mesure (arrêté du 4 janvier 2012), les GRD réalisent progressivement les investissements de remplacement des matériels et de dimensionnement des SI pour la relève et l'archivage des données.

Dans ce contexte de généralisation des comptages télérelevés à courbe de mesure sur ces niveaux de tension, il serait opportun, en vue de couvrir les charges réelles des GRD et de faciliter la compréhension des utilisateurs, de définir la composante de comptage uniquement en fonction du matériel installé.

Pour mettre en œuvre la disposition évoquée ci-dessus, nous vous proposons d'indiquer à l'article 4 : « *La composante de comptage est établie en fonction des caractéristiques techniques des dispositifs de comptage, selon les tarifs ci-après.* »

Par ailleurs, et en dépit des demandes formulées par les ELD, les règles tarifaires ne précisent pas les modalités de choix de la version tarifaire et des puissances souscrites pour le calcul de la facture au niveau de tension supérieure prévue dans la détermination de la compensation. Une large part est donc laissée à l'interprétation de la section 10.2 des règles lorsque le point de livraison est raccordé en HTA.